



## UN PÔLE MULTIMÉDIA DANS L'ANCIENNE MANUFACTURE DES TABACS

► Suite de la page 57

les docks dans l'extension de son réseau de fibres optiques. L'éco-sais Atlantic intégrera cet été, toujours sur les docks, une plate-forme de 1 400 mètres carrés, qui devrait employer dans les trois ans une centaine de personnes. « Nous voulons faire de Marseille notre principal pôle d'accès Internet en France à l'intention des PME-PMI », assure Luc Terral, le directeur général France. « Ces opérateurs ont compris que s'implanter en régions leur coûte deux fois moins cher que de s'installer à Paris, sans que leur qualité de services en soit diminuée », explique François Jalinot, directeur du développement immobilier et de la commercialisation de l'Epaem.

### Trois projets chez les opérateurs, 550 emplois

Actuellement, trois hôtels de télécommunications se construisent sur d'anciennes friches à Marseille, dont deux sur Euro-méditerranée. Ces centres hébergeront les équipements de plusieurs opérateurs sur des plateaux immenses. Markley Stearns Partners (17 000 mètres carrés), LD Com (26 000 mètres carrés) et Morgan Stanley Dean Witter (39 000 mètres carrés) investissent au total près de 3 milliards de francs et attirent de nouveaux opérateurs : Global Crossing, Viatel, Ty.com, Carrier One, Telia... Les trois projets devraient déboucher sur la création de 550 emplois. Au-delà des créations directes, les investissements des opérateurs de télécommunications mobilisent un grand nombre de sous-traitants. Arrivée à Marseille pour déployer le réseau de MCI-WorldCom, dont elle est la filiale, MKI a fait travailler entre 100 et 150 personnes par mois réparties sur différentes entreprises régionales.

Spécialisé dans le génie électrique, le groupe Snef, né dans la cité phocéenne, en tire aussi profit. « Nous participons à la réalisation de 80 % du réseau alternatif », assure un responsable, qui se refuse cependant à attribuer cet impact au projet Euro-méditer-

**L**orsque l'ancienne manufacture des tabacs de la Seita, cœur économique du quartier de la Belle de Mai, à Marseille, ferme ses portes dans les années 80, un nouveau bastion de l'industrie marseillaise s'effondre. Ce sont des artistes qui, les premiers, s'attachent à redonner un peu de vie au lieu. Plus tard, intégrée in extremis dans Euroméditerranée, cette friche de 120 000 mètres carrés a entamé, depuis son acquisition en juin 1999 par l'Epaem, une profonde mutation.

Divisée en trois îlots, elle accueille, sur le premier, le Centre interrégional de conservation et de restauration du patrimoine, les archives municipales et les réserves des musées de Marseille. Une pépinière d'entreprises et un incubateur du multimédia éducatif y résident provisoirement. Le troisième îlot reste réservé au spectacle vivant et à la création contemporaine. 300 personnes au total travaillent actuellement sur ces deux sites. Le deuxième îlot, de 26 000 mètres carrés, hébergera en 2002 un pôle dédié aux industries audiovisuelles et multimédias :

plateaux de tournage, laboratoires de développement, ateliers de costumes, studios d'enregistrement, maisons de production, loueurs d'équipements...

Une consultation est en cours sur la France, l'Europe, le Maghreb et le Canada pour désigner le futur exploitant de ces plateaux.

La décision devrait être prise avant l'été.

Ces bâtiments récupéreront également les sociétés de la pépinière, ainsi qu'une quinzaine d'entreprises de production de films ou de contenus multimédias abritées en ce moment dans les locaux de l'ancienne maternité de la Belle de Mai : Cybercartes, Digidat, Docs Services, Perfect, PAD, Transfaire, 95° West...

Implantée à Montpellier (Hérault), Ness fait partie de ces pionniers. La PME (25 millions de francs de chiffre d'affaires, 40 personnes) conçoit et réalise des complexes audiovisuels informatiques clés en main.

Son P-DG, Philippe Aresten, a choisi Marseille pour y développer un département « marine », consacré à l'installation de systèmes audiovisuels sur des bateaux de croisière.



A terme, le pôle de la Belle de Mai devrait recenser un millier d'emplois.

L'agence emploie six personnes, mais une dizaine de recrutements sont envisagés d'ici à 2002. « Pour une fois que Marseille se dote d'une ambition internationale, il serait dommage

de ne pas s'y investir », confie le dirigeant. A terme, le pôle de la Belle de Mai devrait recenser un millier d'emplois. L'investissement total avoisinera les 100 millions de francs.

ranée. Pour lui, les opérateurs n'ont fait que profiter de la présence à proximité du projet du nœud de raccordement international de France Télécom. Mais tous ont intégré Euroméditerranée dans leur boucle locale. « Un grand nombre d'entreprises utilisant les nouvelles technologies s'y trouvent. Pour espérer rentabiliser le réseau, il nous fallait y être », commente Damien Neyret, responsable régional de Colt.

### D'autres créations d'emplois dans les services

Les autres secteurs créateurs d'emploi depuis 1995 sur Euro-méditerranée concernent les services aux entreprises (+ 494 emplois), les services publics et personnels (+ 726) et la construction (+ 265). Il faudra bientôt y intégrer le transport maritime. La CMA-CGM, premier armateur

français, a en effet entamé les travaux de son futur siège social. Le bâtiment de treize étages, opérationnel en juin 2002, nécessite un investissement de 160 millions de francs. La société devra rapatrier à Marseille 200 personnes, actuellement employées à Suresnes, dans la région parisienne, qui viendront s'ajouter aux 430 salariés de Marseille. « La perception de la ville a évolué positivement. Nous souhaitons convaincre au moins 40 % des gens de déménager ici », explique Christian Maurel, directeur des ressources humaines. Avec les créations d'emploi liées au développement de la société, plus de 900 personnes, d'ici à deux ans, devraient travailler à Marseille.

La partie est cependant loin d'être gagnée : le taux de chômage dépasse toujours les 15 %. Euroméditerranée, en cela, contribue moins à sa résorption que la zone franche.

Par ailleurs, la concurrence entre opérateurs pour conquérir un marché qui n'apparaît pas indéfiniment extensible peut laisser présager que toutes leurs prévisions de créations d'emploi ne se réaliseront pas. La conjoncture internationale actuelle pourrait même conduire certains à retarder, voire annuler, leurs investissements colossaux. On peut s'inquiéter enfin que l'Etat, par sa forte emprise sur l'orientation et le devenir du projet, soumette nombre d'aménagements à sa bonne volonté budgétaire. Il n'empêche. S'il demeure difficile de croire que, en 2010-2015, 20 000 emplois auront été créés sur le site, Euroméditerranée fournit à Marseille la mutation économique qu'elle attendait depuis l'effondrement de ses grandes industries dans les années 70. ■

**De notre correspondant,**  
Jean-Christophe BARLA